



COMITÉ JURIDIQUE — 38^e SESSION

(Réunion virtuelle, 22 – 25 mars 2022)

Point 3 : Révision du Programme général des travaux du Comité juridique

RÉVISION DU PROGRAMME GÉNÉRAL DES TRAVAUX DU COMITÉ JURIDIQUE

(Note présentée par le Secrétariat)

1. INTRODUCTION

1.1 Selon la constitution du Comité juridique (Résolution A7-5) et la Règle 8 de son *Règlement intérieur* (Doc 7669-139/6), le Comité établit et met à jour, sous réserve de l'approbation du Conseil, un programme général de ses travaux comprenant des sujets proposés par le Comité lui-même, et tous autres sujets proposés par l'Assemblée ou le Conseil.

2. ÉVOLUTION DU PROGRAMME DES TRAVAUX DEPUIS LA 37^e SESSION DU COMITÉ JURIDIQUE

2.1 Comme suite à la clôture de la 37^e session du Comité juridique (Montréal, 4 – 7 septembre 2018) et à l'approbation ultérieure du Conseil le 7 novembre 2018 (C-DEC 215/5), le Programme général des travaux du Comité juridique était le suivant :

- 1) Aspects juridiques internationaux des vols d'aéronefs non habités (sans pilote) et de leur intégration dans l'aviation civile ;
- 2) Examen du Règlement de l'OACI pour la solution des différends ;
- 3) Examen d'orientations sur les conflits d'intérêts ;
- 4) Examen de la pertinence des instruments actuels de droit aérien international quant à la riposte aux cybermenaces dirigées contre l'aviation civile ;
- 5) Actes ou délits qui inquiètent la communauté aéronautique internationale et qui ne sont pas prévus dans les instruments de droit aérien existants ;
- 6) Promotion de la ratification des instruments de droit aérien international ;
- 7) Mise en œuvre de l'article 21 de la Convention de Chicago ;
- 8) Étude des questions juridiques internationales relatives aux systèmes mondiaux de navigation par satellite (GNSS).

3. ASSEMBLÉE — 40^e SESSION

3.1 Sur la base de la note de travail A40-WP/101 présentée par le Brésil et les États-Unis d'Amérique concernant l'article 12 de la Convention de Chicago, et de la nécessité d'un mécanisme de communication et de lignes directrices pour aider les États à s'acquitter de leurs obligations en matière d'application au titre de cet article et ainsi renforcer la sécurité, l'Assemblée (24 septembre au 4 octobre 2019) a décidé l'ajout du sujet « Processus et procédures pour aider les États à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 12 de la Convention de Chicago » comme nouveau point du programme général des travaux du Comité juridique.

3.2 En ce qui concerne le point « Examen de la pertinence des instruments actuels de droit aérien international quant à la riposte aux cybermenaces dirigées contre l'aviation civile », le Secrétariat a présenté un rapport sur le soutien des travaux du Groupe d'étude du Secrétariat sur la cybersécurité (SSGC) apporté par la Direction des affaires juridiques par l'intermédiaire de son Sous-groupe de recherche sur les aspects juridiques (RSGLEG). L'Assemblée a accepté la proposition du Secrétariat de combiner les points 4 et 5 du programme des travaux pour en faire un seul, intitulé : « Actes ou délits, y compris les cybermenaces, qui inquiètent la communauté aéronautique internationale et qui ne sont peut-être pas dûment traités dans les instruments de droit aérien existants ».

3.3 En ce qui concerne le point 8, l'Assemblée est convenue, comme l'avait demandé le Conseil, d'élargir la portée du programme au-delà des systèmes mondiaux de navigation par satellite (GNSS) pour englober le sujet « Étude des questions juridiques internationales relatives aux systèmes et services mondiaux par satellite à l'appui des services de navigation aérienne internationale ».

3.4 En conséquence, le Programme des travaux a été établi selon l'ordre de priorité suivant :

- 1) Aspects juridiques internationaux des vols d'aéronefs non habités (sans pilote) et de leur intégration dans l'aviation civile ;
- 2) Examen du Règlement de l'OACI pour la solution des différends ;
- 3) Processus et procédures pour aider les États à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 12 de la Convention de Chicago ;
- 4) Actes ou délits, y compris les cybermenaces, qui inquiètent la communauté aéronautique internationale et qui ne sont peut-être pas dûment traités dans les instruments de droit aérien existants ;
- 5) Examen d'orientations sur les conflits d'intérêts ;
- 6) Promotion de la ratification des instruments de droit aérien international ;
- 7) Mise en œuvre de l'article 21 de la Convention de Chicago ;
- 8) Étude des questions juridiques internationales relatives aux systèmes et services mondiaux par satellite à l'appui des services de navigation aérienne internationale.

4. MESURES ULTÉRIEURES PRISES PAR LE CONSEIL

4.1 À la septième séance de la 218^e session (27 novembre 2019), le Conseil a confirmé le Programme des travaux du Comité juridique tel qu'indiqué au paragraphe 3.4 ci-dessus.

4.2 Conformément à la décision qui précède, le Programme général des travaux du Comité juridique se présente actuellement comme suit :

- 1) Aspects juridiques internationaux des vols d'aéronefs non habités (sans pilote) et de leur intégration dans l'aviation civile ;
- 2) Examen du Règlement de l'OACI pour la solution des différends ;
- 3) Processus et procédures pour aider les États à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 12 de la Convention de Chicago ;
- 4) Actes ou délits, y compris les cybermenaces, qui inquiètent la communauté aéronautique internationale et qui ne sont peut-être pas dûment traités dans les instruments de droit aérien existants ;
- 5) Examen d'orientations sur les conflits d'intérêts ;
- 6) Promotion de la ratification des instruments de droit aérien international ;
- 7) Mise en œuvre de l'article 21 de la Convention de Chicago ;
- 8) Étude des questions juridiques internationales relatives aux systèmes et services mondiaux par satellite à l'appui des services de navigation aérienne internationale.

5. SUITE À DONNER PAR LE COMITÉ

5.1 Le Comité juridique est invité à examiner la présente note de travail et à prendre les dispositions qu'il juge nécessaires.